

# Theresa May semble jouer la stratégie du pire

BREXIT La Première britannique condamnée à trouver seule la sortie de l'impasse

**Michelle Bachelet**, haute commissaire de l'ONU aux droits de l'homme, a dénoncé vendredi les violences commises à l'égard des candidats de l'opposition aux prochaines élections en RD Congo et appelé les autorités à faire respecter « le droit à la liberté d'expression ». LE PHOTO NEWS

► Plus aucun dirigeant européen ne pense que le Parlement britannique approuvera l'accord de sortie.

► Les Vingt-Sept n'ont rien pu concéder à la Britannique.

C'est un classique du genre. Que le Royaume-Uni et ses dirigeants n'aient pas obtenu satisfaction dans une négociation bruxelloise, et la presse britannique, suivie aveuglément par sa classe politique, accuse les Européens d'avoir « humilié » ou « insulté » son ou sa dirigeante... Toute la journée de vendredi, où le Brexit n'était plus à l'ordre du

jour des débats entre 28, les Britanniques, diplomates et journalistes confondus, s'étaient littéralement monté le bourrichon sur le fait que Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, aurait qualifié la Première ministre Theresa May de « nébuleuse » dans ses réponses aux nombreuses questions que ses pairs lui avaient posées la veille sur la manière dont elle pensait pouvoir faire adopter l'accord de sortie de l'UE par ses députés.

« Nébuleuse, moi ? »

Images furtives de la télévision officielle du Conseil faisant foi, on avait même vu Theresa May accoster rudement Juncker ven-

dredi à l'ouverture de la session et, grâce au lipping décodé par une chaîne anglaise, lui demander pourquoi il l'avait traitée de « nébuleuse, moi ? ». Alors que celui-ci n'avait fait que qualifier ainsi globalement « le débat britannique sur le Brexit »... Mais le message principal avait percolé auprès des sujets de sa majesté : alors que Theresa May était venue gentiment demander de renégocier un aspect de l'accord de sortie (le « backstop » ou « assurance irlandaise »), elle a été brutalement maltraitée et même insultée par les Européens.

Soit. Alternativement, on peut s'en tenir à ce résumé que nous avait fait une source présente dans la salle et très proche de la négociation du Brexit : « Theresa May est venue dire qu'elle souhaitait renégocier l'accord de sortie. Nous lui avons dit que nous ne le voulons pas. C'est maintenant aux Britanniques de décider de la suite des événements. » La renégociation ? La Première ministre britannique avait espéré – pourtant en dépit de nombreux avertissements quant à la vanité de son entreprise – que les 27 acceptent de garantir légalement que « l'assurance irlandaise » ne serait jamais activée. (Ce dispositif prévoit de maintenir le Royaume-Uni dans l'Union douanière européenne, ou l'Irlande du Nord dans le Marché unique, afin d'éviter la

restauration d'une frontière dure entre les deux Irlande. Mais les Brexiteurs craignent que ce « backstop » ne rende le Royaume-Uni indéfiniment

« prisonnier » de l'Union douanière...) La Britannique a bien tenté de convaincre ses partenaires qu'une « réassurance légalement contraignante » limitant le « backstop irlandais » lui permettrait de faire ratifier l'accord de sortie par son parlement. Le commentaire le plus clair sur sa tentative est venu du Premier ministre Charles Michel : « Les signaux que nous avons perçus hier ne sont pas encourageants quant à la capacité du Royaume-Uni à tenir son engagement. »

Et maintenant ? Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte, pas précisément le plus mal intentionné envers Theresa May, indiquait vendredi que celle-ci « doit maintenant retourner chez elle et analyser le résultat [du sommet], et réfléchir à la prochaine étape. » En réalité, expliquait encore sous couvert de l'anonymat l'une de nos sources privilégiées, « on a eu l'impression que le principal objectif de Theresa May est de passer les fêtes de fin d'année, en espérant que ses troupes en reviendront pacifiées et avec de meilleures intentions quant à l'approbation de l'accord de sortie... »

Mais là encore, cette conviction semble être très illusoire. Quelle peut donc être l'étape suivante ? Le scénario le plus probable est bel et bien celui d'un rejet de l'accord aux Communes, au plus tard le 21 janvier, nouvelle date fixée par le gouvernement. A supposer que Theresa

May ne décide pas une nouvelle fois d'annuler le vote promis, par crainte de rejet comme elle l'a fait cette semaine...

Faire traîner les choses

Tout laisse penser que la stratégie de la Première ministre consiste à faire traîner les choses pour réduire les options possibles. En clair : d'amener le Royaume-Uni au bord du précipice, afin que le seul choix offert à ses députés se limite à ce qui suit : soit l'accord, soit le chaos d'une sortie brutale, seul scénario qui semble pouvoir rassembler une majorité contre lui. Mais c'est un jeu très dangereux : car cette sortie brutale pourrait

bien se produire quand même, fût-ce par accident légal.

Toutes raisons qui expliquent pourquoi la Commission va publier la semaine prochaine « toutes les informations utiles et nécessaires » pour le scénario d'une sortie brutale du Royaume-Uni à la date fatidique prévue du 29 mars 2019. Pour l'instant, il faut bien se rendre à l'évidence : c'est le scénario du « no deal » qui apparaît le plus probable. Mais il reste la possibilité d'une prolongation de la négociation. C'est tout doucement l'idée qui commence à s'imposer. Même si personne ne le reconnaît publiquement, et si tout le monde sait qu'il faudra d'abord que le Royaume-Uni se retrouve au bord du précipice pour bien le contempler... ■

JUREK KUCZKIEWICZ

**ORBAN CIBLÉ****Juncker : « Certains Premiers ministres sont à l'origine des "fake news" »**

Alors que les 28 leaders de l'UE ont adopté des conclusions insistant sur l'importance de lutter contre la désinformation, le président de la Commission Jean-Claude Juncker a souligné vendredi que certains dirigeants européens portaient une part de responsabilité dans le phénomène. « *Certains des Premiers ministres assis à la table du Conseil européen sont à l'origine de "fake news"* », a lancé le Luxembourgeois, à l'issue d'un sommet à Bruxelles. « *M. Orban (le Premier ministre hongrois, NDLR) par exemple, lorsqu'il dit que je suis à l'origine du Brexit, c'est une fake news. Quand il dit que les migrants sont responsables du Brexit, là aussi c'est une fake news* », a-t-il poursuivi. « *Ne faisons donc pas porter toute la responsabilité aux autres et regardons parmi les nôtres, qui sont ceux qui distillent des fake news* », a-t-il conclu. (belga)

**zone euro** Pour Emmanuel Macron, il n'y a pas de petite victoire

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement européens, vendredi, a offert de faibles concessions au président français, Emmanuel Macron, sur la réforme de la zone euro. Ce dernier ne l'a pas vendu tel quel lors de sa conférence de presse finale. Ce sommet « *a d'abord et avant tout été celui des résultats* » sur plusieurs propositions portées par la France, s'est-il félicité.

Le sommet de la zone euro, en format « inclusif », c'est-à-dire avec les pays qui n'ont pas encore adopté la monnaie unique (à l'exception du Royaume-Uni),

« *a acté la création d'un budget avec, pour la première fois, l'inscription de cet objectif et d'un mandat clair aux ministres des Finances* », a ajouté le président français, constatant le chemin parcouru sur une série de dossiers européens depuis son discours vibrant annonçant sa vision pour le futur de l'UE à la Sorbonne, il y a un peu plus d'un an.

**Exit une réelle solidarité**

Construisant sur le terrain déjà déblayé par leurs ministres des Finances, les leaders européens leur ont donné pour man-

dat de travailler sur les contours, les modalités et le calendrier d'un « *instrument budgétaire pour la convergence et la compétitivité de la zone euro* ». « *Le mot budget n'est pas* » dans la déclaration finale des leaders, a souligné le Premier ministre néerlandais, Mark Rutte.

« *Les détails de cet instrument devront faire l'objet d'un accord en juin 2019* », précise la déclaration commune des leaders. Son pays - les Pays-Bas - est un des principaux opposants à l'idée (ils se sont fédérés entre Nordiques au sein d'une « Nouvelle ligue hanséatique »).

« Nous sommes contre un budget propre à la zone euro. Ceci (l'accord de leaders) n'est pas cela, c'est un instrument à l'intérieur du cadre financier pluri-annuel européen pour renforcer la convergence et la compétitivité de la zone euro. » Cela « exclut les transferts » entre Etats membres, a ajouté le Néerlandais. Exit, donc, une réelle solidarité entre pays membres, telle

permettant à un Etat de maintenir le niveau de ses dépenses et de ses investissements en cas de choc économique imprévu, est d'ailleurs passée à la trappe. « Il n'y a pas de consensus », a reconnu le président français. « Mais je n'abandonne ni l'idée ni la volonté », a-t-il assuré.

#### Le sérieux budgétaire

« Avancer par compromis, cela n'a rien d'indécent », a estimé un diplomate français, interrogé sur le caractère minimaliste du résultat final. Le président français a lui-même estimé qu'un grand pas avait été fait en un an. La politique des petits pas ? Pas pour les Néerlandais, qui assurent que cette avancée n'est pas le premier pas vers un véritable budget. « Je ne crains pas que cela devienne ce que nous ne vou-

lons pas, car il faut l'unanimité pour cela », a encore expliqué Mark Rutte.

« C'était une conversation longue et controversée », a reconnu la chancelière allemande, Angela Merkel. Selon nos informations, les discussions ont pinaillé sur le calendrier (juin 2019 ou

« printemps »), de même que sur l'idée allemande de confier certaines compétences de la Commission en matière de surveillance budgétaire au fonds de sauvetage de la zone euro, le Mécanisme européen de stabilité (MES). C'est un débat particulièrement sensible de base, et fragilisé désormais par le fait que les budgets italien et français donnent l'impression de pouvoir déraiper à tout moment.

Macron tirait en effet sa crédibilité européenne de son caractère réformateur et menace désormais de quitter les clous des règles budgétaires européennes pour calmer la gronde des gilets jaunes. Le Premier ministre luxembourgeois, Xavier Bettel, a donné le ton à son arrivée, en déclarant qu'un politique responsable ne devait pas « penser qu'aux prochaines élections mais aussi aux prochaines générations ».

Tout l'enjeu d'une réforme de la zone euro : les fournis accepteront de mutualiser davantage quand elles jugeront qu'elles peuvent faire confiance aux cingales pour ne pas vivre au-dessus de leurs moyens. ■

ÉLODIE LAMER

#### CALENDRIER

## Juin 2019

C'est la date butoir que se donnent les pays européens pour arrêter les principales caractéristiques d'un instrument budgétaire pour renforcer la zone euro.

que souhaitée par la France, l'enjeu qui se cache sous ces « transferts ».

La fonction de stabilisation que souhaitait Emmanuel Macron,

## migration Charles Michel canarde les populistes Orban... et la N-VA

C'est un Charles Michel remonté comme un coucou qui est descendu en salle de presse vendredi midi, lors d'une pause entre deux sessions du Conseil européen, pour une sortie remarquée. Et c'était l'objectif. Relatant une intervention qu'il avait faite en session sur la politique migratoire, le Premier ministre belge a ouvertement menacé les pays d'Europe centrale - communément désignés sous l'appellation de groupe de Visegrad ou V4 - mais sans les nommer. « Lorsque certains choisissent d'empêcher toute réforme du règlement de Dublin (qui établit que c'est le pays de première entrée du migrant qui doit traiter son éventuelle demande d'asile, NDLR), cela ouvre nécessairement le débat sur le territoire de la zone Schengen », a indiqué le chef du gouvernement.

La réforme de ce règlement, qui comporte un élément de partage de l'accueil en cas de crise grave, est bloquée depuis deux ans par la Hongrie, la Pologne, la Tchéquie et la Slovaquie. Faisant à écho à des menaces plus ou

moins voilées qu'il avait déjà évoquées par le passé, le Premier ministre a enfoncé le clou : « Quand ils refusent de manière entêtée, répétée et systématique de témoigner d'un minimum de solidarité, ils posent la question de leur maintien dans la zone Schengen. » Exclure des Etats de la zone Schengen, une mesure que l'on sait légalement impossible ? Le porte-parole de Charles Michel a par la suite « reprécisé », comme on dit, la pensée du Premier sur la possibilité très hypothétique de pareille intention.

#### Lancer des enquêtes

Mais ce n'est pas tout. Charles Michel a aussi demandé à la Commission européenne de lancer

« des enquêtes sur des actions présumées de déstabilisation orchestrées des démocraties européennes », en particulier au sujet du pacte global sur la migration adopté lundi dernier à Marrakech, et qui a valu la chute de sa coalition : « Les extrémistes et les populistes, et les trafiquants, instrumentalisent la migration et

les migrants, les uns pour des votes, les autres pour de l'argent », a accusé Charles Michel lors de la réunion à 28. Une accusation qui, comme la précédente, visait publiquement le Premier ministre hongrois Viktor Orban.

Selon un témoin, l'intervention du Premier ministre belge a été particulièrement dure, soutenue par plusieurs autres dirigeants dont Emmanuel Macron. D'autant plus que « chacun savait parfaitement qu'il visait Orban. De plus, les deux sont assis côte à côte lors des Conseils européens... » Les observateurs de la politique belge savent évidemment que la sortie de Charles Michel visait tout autant d'autres « populistes » en Belgique, non nommés, qui ont voulu torpiller le soutien de la Belgique au pacte migratoire des Nations unies : la N-VA. Mais « ce n'est pas qu'un

problème belge », a encore ajouté en conférence de presse le Premier ministre pointant que les pays européens sont « de plus en plus confrontés à des initiatives

*qui tronquent le débat démocratique et rendent plus compliquée la possibilité pour chacun d'être éclairé sur différents sujets de société* ». La désinformation et la nécessité de la combattre était l'un des sujets à l'ordre du jour du Conseil européen, les 28 ayant convenu que ce problème requiert « une réponse urgente ». La Commission a du reste déjà lancé des plans d'action à ce sujet.

Quant à la politique migratoire, les 28 n'ont pas tranché sur

la question qui les agite depuis plus d'un an : à défaut de s'entendre sur la réforme de l'asile, faut-il finaliser les législations moins controversées, au risque d'abandonner durablement la réforme de Dublin ? La législature européenne touchant à sa fin en avril prochain, le risque est que si l'on n'adopte pas ce qui est prêt, il faudra recommencer le travail législatif avec le prochain Parlement. Dans lequel les forces populistes seront encore plus fortes... ■

**JUREK KUCZKIEWICZ**